

Prix de l'électricité : un maire de l'Oise menace de ne plus payer les factures

Par Le Figaro avec AFP

Publié le 29/08/2022 à 17:16,

Mis à jour le 30/08/2022 à 09:51

▶ Écouter cet article ⓘ

00:00/02:24 🔊



La facture de la ville pourrait passer en 2023 «de 600.000 euros à 2,5 millions d'euros» a déploré le maire de Montataire. *Pormezz / stock.adobe.com*

Le maire PCF de Montataire souhaite un tarif régulé des prix de l'électricité et se déclare prêt à engager un bras de fer avec le gouvernement pour obtenir gain de cause.

Le maire communiste de Montataire, commune de 13.600 habitants près de Creil dans l'Oise, a menacé lundi «*d'arrêter de payer*» l'électricité de sa ville si rien n'est fait pour soulager les collectivités face à la hausse des prix, craignant une «*multiplication par quatre*» des factures. «*Là, c'est impossible. Comment je trouve les 1,9 million d'euros*

qui manquent ? Quel service je ferme ? J'arrête la restauration scolaire, je ferme la mairie trois jours par semaine ?», a interrogé le maire de Montataire, Jean-Pierre Bosino. «On n'a pas de trésor de guerre, on doit voter un budget à l'équilibre.»

Face à l'envolée des prix de l'électricité sur le marché de gros, qui a dépassé vendredi les 1000 euros le mégawattheure (MWh), contre 85 il y a un an, la facture de la ville pourrait passer en 2023, à l'échéance du contrat actuel, «de 600.000 euros à 2,5 millions d'euros» a encore expliqué l'élu.

Contrairement aux particuliers, «les collectivités territoriales sont soumises au prix du marché à partir d'un certain niveau de budget et d'agents. Aujourd'hui, c'est intenable ! Il faut revenir au tarif régulé», a-t-il plaidé auprès de l'AFP. «C'est parce qu'un bien essentiel a été livré à la Bourse que nous en sommes là. La spéculation sur l'électricité et le gaz coûte au plus grand nombre mais rapporte beaucoup à quelques-uns», a-t-il déploré.

Le maire appelle les autres collectivités à faire de même

Par ailleurs, «il n'est pas normal qu'EDF soit contrainte de vendre de l'électricité à 50 euros le MWh à ses concurrents, ce qui lui coûte 8 milliards qui manquent à la maintenance des centrales». «Il faut sortir le gaz et l'électricité de la Bourse», a-t-il réclamé. «Si rien n'est fait par le gouvernement» pour soulager les collectivités, «on ne paiera plus les factures, et j'appelle toutes les collectivités frappées par ce phénomène à faire de même», a-t-il poursuivi.

Le fonds vert doté d'1,5 milliard d'euros destinés aux collectivités pour les «aider dans l'accélération de leur transition écologique», «c'est du flan», a encore jugé Jean-Pierre Bosino. «Bien sûr qu'il faut œuvrer à cette transition, mais on devra de toute façon continuer à éclairer nos rues, nos écoles, faire fonctionner les services informatiques...».

À VOIR AUSSI - Énergie: l'UE prépare «une réforme structurelle du marché de l'électricité», annonce Ursula von der Leyen